



## Procès-verbal de l'assemblée de délégué-e-s du 23 juin 2011

- Présent-e-s : (42) AGUSHI Qemajl SIT; ANDENMATTEN David SSP/VPOD; ANET Serge SEV/PV; BAGNOUD Martine SIT; BENMILOUD Boumedienne SIT; BIEDERMANN William SyndicoMedia; BOUGET Marguerite SYNA; BOUVIER Jean-Pierre SIT; CASANOVA Paolino SSP/VPOD; DESCOMBES Simon SIT; DORET Jan UNIA; FATMIR Bajrami SIT; FERREIRA Fernando Augusto SIT; FISCO Antonio SyndicoMedia; FRINGS Thomas SIT; GAILLARD Evelyne H&GU; GONZALEZ José-Ramon SyndicomTele; GUILLAUME Christophe Julien Etienne UNIA; HAZIRI Luans SIT; HORNER Thierry SIT; LACOMBE Eddie SyndicoMedia; LEHMANN Sylvain SIT; MASTOURA Chadli UNIA; MUGNY Joël SYNA; NIETO-VAZQUEZ José UNIA; PELIZZARI Alessandro UNIA; PRALONG Marisa UNIA; REMION Bernard SyndicoMedia; REYMOND Claude CGAS; SCHAFFERT Raymond SSP/VPOD; SENN Mireille SSM; SOARES Teresa UNIA; SPAGNOLI Marco SSP/VPOD; SULEMANI Milazim SIT; TARRIT Sylvain SIT; THORIMBERT Pierre-André UNIA; URBIZAGASTEGUI Ysaac SIT; VARONE Joël UNIA; VERDON Michel SyndicomPoste; VIGNE Jacques New Wood; VUICHARD Pascal SYNA; WEBER Françoise SIT;
- Excusé-e-s : (16) BACHELARD Pierre H&GU; BALABEAU Antoine CICR; BLANCO Luis UNIA; CASTRO Antonio SYNA; CATTANI Manuela SIT; COMOLI Bernard SIT; DA SILVA Serafin SYNA; JELK-PEILA Andrée cartel CIPE; LEGGIERO Vincent SEV/TPG; MARTENOT Claire SSP/VPOD; MARTENOT Lucien SIT; PERRAT Alain UNIA; SCHWAPP Eric SyndicomPoste; SERRANO Miguel SyndicomTele; SOLANO Valérie SEV local; WENKER Eric SEC;

---

### I. Procès-verbal du 9 décembre 201

### II. Communications

### III. Objets du jour

- 1 Discussion et approbation des principes contenus dans les initiatives syndicales lancées par la CGAS concernant le chômage et l'inspection syndicale du travail
- 2 Bilan syndical des manifestations du 14 juin 2011
- 3 Le point sur le renouvellement des juges prud'hommes pour la prochaine Législature
- 4 Préavis pour les votations cantonales de septembre concernant le RMCAS et le revenu minimum LASI
- 5 Inventaires des tracasseries bureaucratiques dans l'exercice de nos droits syndicaux
- 6 New Wood : enjeux de la 100e Conférence internationale du travail
- 7 Plan directeur cantonal et les projets stratégiques de développement\*
- 8 Mandats à repourvoir au sein du CSME

### IV. Divers

---

Les délibérations du comité sont conduites par Alessandro PELIZZARI, qui nous invite à observer une minute de silence pour notre collègue Charly BARONE décédé.

## I. Procès-verbaux

Le procès-verbal du 2010-12-09 est adopté avec les remarques de Georges TISSOT :

page 2 – point ii-2 = L'initiative ne sera pas déposée le 25 janvier 2011, ce serait trop beau !

page 3 – point prud'hommes = les partenaires sociaux proposent le nombre de sièges au Conseil d'Etat, et non au Grand Conseil

page 7 – point élections complémentaires = ce n'est pas René tout seul qui a obtenu le droit d'éligibilité aux prud'hommes : si on veut des noms, c'était au moins lui et moi, mais c'est surtout le collectif CGAS

## II. Communications

ii-1 Unia a subi une avalanche de plaintes pour violation de domicile lors de tractages. La FER a produit un guide juridique pour restreindre l'action syndicale : nous envisageons 2 interventions sur a) le Conseil d'Etat et b) l'UAPG. Merci aux composantes d'informer le Secrétariat de leurs problèmes similaires. Le SSP annonce des difficultés aux HUG + Aéroport + Vessy.

## III. Objets du jour

### 1. Initiatives syndicales

Le texte des initiatives sera préparé dans l'été avec deux avocats (D'Andres et Schneider). LA situation nous impose d'agir politiquement pour contrer la déstabilisation des salariés. Alessandro commente nos objectifs avec l'in législative qui agira sur la LIRT : l'augmentation des inspecteurs sera accompagnée de la création d'un inspectorat de milice, constitué de syndicalistes investis par le Conseil d'Etat de compétences équivalentes à ceux de l'OCRIT. Nous souhaitons également fixer des ratios qui détermineront le nombre de personnes ayant mandats de contrôle selon la population active concernée. Il nous faudra encore corriger les disfonctionnements de l'OCRIRT, avec une obligation accrue de rendre des comptes. Le système que nous érigeront ne remplacera pas l'actuel contrôle effectué par les commissions paritaires, ce sera notre 3<sup>e</sup> pilier. Par ailleurs, il nous faudra mieux définir ce que nous considérons comme sous-enchère.

Vendredi dernier a eu lieu une rencontre avec l'UAPG pour leur présenter nos intentions. Cette dernière regrette notre démarche légaliste et aurait souhaité plutôt une construction paritaire.

José GONZALEZ constate que chez Swisscom des travailleurs déploient ici leurs compétences tout en dormant dans leur voiture pour rentrer à Berlin en fin de semaine. Il trouve donc le projet très opportun. Bernard REMION rappelle que la sous-enchère ne se réduit pas aux seuls salaires mais concerne également les horaires de travail, etc., soit l'ensemble des conditions de travail. Joël VARONE précise que l'inspectorat syndical devrait pouvoir tout examiner lors de ses contrôles, y compris le respect des CCT. Cependant, «notre» inspection ne pourra pas sanctionner mais seulement inviter les employeurs à se mettre en conformité. Jean-Luc FERRIERE pense qu'on pourrait aussi dans notre action formuler une contrainte à l'OCRIT d'agir et statuer dans des délais précis, voir à respecter des procédures d'investigations plus serrées qu'à ce jour. Il présente maintenant le 2<sup>e</sup> volet de ce point en rappelant le contexte. La nouvelle LASI qui remparerait le RMCAS laissera bien des personnes au bord de la route. Toutefois notre initiative sur le chômage restera simple en ne portant que sur un seul sujet : assurer un revenu correct aux chômeurs en fin de droit fédéraux. Si quelques assurances sociales permettent aux cantons d'offrir des prestations supérieures à celles-là, en revanche la LACI n'offre pas cette possibilité. Dès lors nous avons deux axes possibles : un fond ou une nouvelle assurance type celle qui vient de passer la rampe dans le canton de Vaud. Quelque soit le modèle finalement retenu, nous ne pouvons pas encore dire de manière précise ce que seront les

cercles de cotisants et de bénéficiaires. Après le chantier juridique de cet été, il faudra sans doute opérer certains choix, lesquels seront arrêtés par le comité de la rentrée. Jan DORET souhaite que l'on tienne compte également de ce qui existe dans les CCT en matière de retraite anticipée. Si l'on comptait proposer un pont AVS de type vaudois, il propose de contacter Jean-Noël DUPASQUIER économètre. Ainsi donc, en septembre le comité trancherait sur un lancement simultané des 2 in en fonction de la maturité des textes. Joël souhaite que le paquet ne soit pas dénoué et que nous puissions en disposer avant les élections de cet automne.

Le président propose le vote

Etes-vous favorables à un inspectorat syndical ?

Unanimité moins une abstention

Etes-vous favorables à une initiative type assurance chômage ?

Unanimité moins une abstention

Qui est favorable à ce que ce soir on fixe le teaming ?

2 pour et une forte majorité contre

## **2. Bilan syndical du 14 juin**

Serge ANET a l'impression que l'action de distribution de 1800 mouchoirs à la gare par le groupe des retraités SEV a été bien perçue.

Le SIT considère que l'action «économie domestique» a bien fonctionné, mais d'autres ont bien mûns marché : c'était ok là où des revendications concrètes avaient été formulées, alors que là où seule la commémoration des anniversaires fut mise en avant, rien.

Le SSM a tenté de réintroduire des outils statistiques pour caractériser les discriminations salariales, difficile avec la généralisation de la personnalisation des salaires. Mais se déclare très satisfait des synergies créées par la radio syndicale qui favorise grandement des expressions très différenciées.

Margueritte BOUGET pense que le 14 juin après un jour férié n'était pas favorable, mais l'ambiance était positive, festive et on a bien compris que ce jour-là ce n'était pas seulement une question de discrimination salariale. Comment ferons-nous pur continuer ? les droits sont là, restent à les faire respecter et appliquer !

## **3 Renouvellement des juges prud'hommes Législature 2012**

Claude REYMOND rapporte que nous avons reçu 156 candidatures et que nous pourrons annoncés sûrement un peu plus de 140 éligibles lundi prochain avant 12h, la commission CGAS justice du travail examinera un par un tous les dossiers samedi matin.

Cependant, il fait remarquer – quel malgré la prolongation de 30 jours pour faire rentrer tous les documents nécessaires – il y a encore une trentaine dossiers incomplets (manque attestation non poursuite, certificat d'employeur, etc.), donc merci aux composantes qui reçoivent en copie chaque rappel adressé par le Secrétariat à leurs candidat-e-s de leur mettre «la pression» pour que les documents manquant soient fournis rapidement, voir déposés directement au Service des votations s'ils arrivent après le délai imparti.

## **4 Préavis pour les votations cantonales de septembre**

Outre les objets mentionnés, nous devrions nous prononcer également ce soir

sur le soutien à l'initiative de solidarités pour un droit au salaire minimum = unanimité

le comité unitaire demande à la CGAS 5000 francs pour mener campagne = unanimité

## **5 Inventaires des tracasseries bureaucratiques dans l'exercice de nos droits syndicaux**

Bien que cette thématique ait déjà été invoquée dans les Communications, le président mentionne sous ce thème la constitution récente d'un comité référendaire contre la nouvelle loi sur les manifestations. Il propose le vote

La CGAS se rallie-t-elle au comité déjà constitué et les  
composantes aideront-elles à la récolte de signatures ?  
= unanimité

## **6 enjeux de la 100e Conférence internationale du travail**

Jaques VIGNE nous rappelle que depuis 2 ans il n'y a plus de résolutions de la Conférence puisque sa Commission ne siège plus. Le Bureau de la Conférence a considéré l'année passée que la résolution de New Wood que nous avions soutenue n'intéressait pas la Conférence...

A cette 100<sup>e</sup> session, on a abordé la question d'une nouvelle ère pour la justice sociale en faveur des travailleurs domestiques, avec une convention adoptée par 396 oui et 16 contre et une recommandation (434 oui, 8 non, 48 abstentions). Les conventions entreront en vigueur dès qu'elles auront été adoptée par 2 pays, elles concernent 120 millions de personnes.

New Wood a lancé une action invitant l'ensemble des gouvernements des Nations Unies à soutenir une résolution.

Le président remercie ce collègue pour ses informations «l'intérieur».

## **7 Plan directeur cantonal et développement**

Jan DORET signale que la commission CGAS aménagement a encore travaillé depuis que le texte a été diffusé, elle proposera des amendements relatifs au monde culturel.

Le président remercie la commission pour son travail qui est adopté.

Jan informe que Serge a été élu au comité d'Alprail, une manifestation aura lieu pour le premier coup de pioche du CEVA.

La réponse à la mise à l'enquête publique du Plan directeur  
cantonal 2030 est adoptée à l'unanimité moins une abstention.

## **8 Mandats à repourvoir au sein du CSME**

Un siège de titulaire et de suppléant sont à pourvoir. La répartition interne voudrait qu'il y ait 1 SIT, 2 Unia, 1 Syna et 1 siège dévolu aux petites organisations. Il faut compter avec 10 séances par année, se déroulant le vendredi de 10h à 12h. Les membres du CSME doivent participer aux réunions à la Commission CGAS contrôle du marché du travail qui siège régulièrement de 12h à 14h-

Le SSM se déclare intéressé.

## **IV Divers**

iv-1 Nous soutenons l'appel du SEV-Vaud et adhérons au comité constitué pour faire reculer les TL dans leur volonté d'interférer dans le travail syndical.

iv-2 Paolino CASANO nous signale que 800 appartement seront vidée de force cet été et nous invite à participer à l'audience d'un locataire en voie d'expulsion qui se déroulera le mardi 28 juin à 13h45 rue de l'Athénée.

*Au pv, Claude REYMOND, le 11 novembre 2011.*